



Lettre à Madame la Ministre des Comptes Publics.

La loi de Finances pour 2025 acte la suppression de 550 emplois à la DGFIP.

La déception, ou plutôt la colère, est grande parmi les agents de la DGFIP.

Ils avaient retrouvé une toute petite confiance dans l'action du gouvernement vis-à-vis de leur administration au travers du cadre d'objectifs et de moyens (COM) 2023-2027.

Gabriel Attal, l'un de vos prédécesseurs récents, avait bien compris le mal être qui existe à la DGFIP. C'est pourquoi, comme pour nous récompenser des efforts consentis, il avait demandé à ce que 2025 soit une année blanche en termes de suppression d'emplois. C'était une première pour notre administration depuis plus de vingt ans.

La DGFIP a été le contributeur principal des suppressions de postes dans la fonction publique d'État. Ce sont près de 40000 postes de fonctionnaires qui ont disparu dans notre administration. Il fallait que la DGFIP soit une administration exemplaire.

À dire vrai, les agents de la DGFIP ont le sentiment que l'on tape toujours sur les mêmes. Le devoir d'exemplarité, sans cesse rebattu, ne passe plus.

Pourtant, sans notre travail, pas de recettes fiscales pour financer une grande partie des dépenses publiques.

Supprimer arbitrairement des emplois à la DGFIP c'est faire fi de l'impact sur la charge de travail et donc les conditions de travail des agents de la DGFIP. En plus, cela se cumule avec les très nombreuses vacances de postes dans les services qui résultent du manque d'attractivité de la fonction publique.

Les agents de la DGFIP ne sont pas responsables du déficit budgétaire. Ils travaillent pour l'intérêt général et ne comprennent pas qu'ils soient stigmatisés alors qu'on leur demande d'être toujours plus efficaces dans la lutte contre la fraude fiscale ou dans la gestion des collectivités. Ils ont le sentiment que leurs efforts sont invariablement sanctionnés par des restrictions budgétaires, ce qui, vous en conviendrez, n'est pas très valorisant ni très motivant.

Madame la Ministre, les agents sous votre responsabilité comptaient sur votre soutien pour qu'il n'y ait aucune suppression d'emplois à la DGFIP dans la loi de Finances pour 2025. Les agents de la DGFIP n'ont que faire des belles paroles de soutien, ce qu'ils veulent ce sont des actes concrets.